



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **Discours de politique générale :**

### **Le premier ministre annonce un virage... à 360° !**

### **Rien pour les « premiers de corvée » !**

C'est dans une intervention conjuguant négation de la réalité sociale et des aspirations du monde du travail que le Premier ministre a lu le discours de politique générale de son gouvernement de « combat ».

Dans cette assemblée étonnamment bruyante pour un moment aussi formel, le premier ministre a confirmé qu'il ne changerait pas de cap : poursuite des cadeaux aux entreprises et particulièrement aux grands groupes, protection des actionnaires et de leurs dividendes, sans apporter aucune réponse à celles et ceux qui, quotidiennement comme durant la crise sanitaire, ont œuvré avec courage et abnégation au bon fonctionnement de la nation.

Malgré 100 milliards d'euros dédiés au « Plan de relance », aucune mesure salariale n'est envisagée pour les « bas salaires », alors que le gouvernement pourrait décider sans attendre de l'augmentation du SMIC et des minima sociaux.

Les aides aux entreprises et autres allègements de cotisations sociales ne sont soumis à aucun contrôle, aucune exigence de devoir rendre des comptes... juste une « invitation » à modérer le versement de dividendes aux actionnaires !

Aucun soutien à la hauteur des enjeux pour l'industrie, comme le propose la CGT, notamment dans les domaines de l'imagerie médicale, de la fabrication de bouteilles d'oxygènes, du tri et du recyclage, de l'aéronautique, etc...

Pour réduire les inégalités et les déficits publics, il faut, tout au contraire, travailler moins pour travailler tous, en opposition à la baisse du pseudo « coût du travail » et du « travailler plus ». La CGT revendique le passage aux 32h et l'augmentation générale des salaires.

L'annonce d'un nouvel acte de décentralisation au travers d'un projet de loi « organique » est sans doute la seule annonce véritable de ce discours convenu. Il conviendra de conjuguer les spécificités territoriales, tout en maintenant un des principes fondateur de notre République « une et indivisible ».

Pour ce qui est de la forme, le premier ministre dit faire de la concertation et de la négociation sociale sa méthode. Il renvoie dès ce vendredi à une « Conférence sociale » afin de convenir d'une méthode et d'un calendrier de discussions et de négociations dans le cadre de la mise en œuvre du « Plan de relance ».

Pêle-mêle, y seront abordés les questions d'un « Plan pour la jeunesse », la réforme de l'assurance chômage, la création d'une 5ème branche de la Sécurité Sociale, le partage de la valeur dans les entreprises (intéressement et participation). La CGT y participera et présentera, de nouveau, ses propositions et revendications.

#### La CGT porte des propositions, notamment :

- Augmentation du SMIC et des minima sociaux,
- Contrôle des aides publiques aux entreprises et conditionnement des aides au maintien et au développement de l'emploi,
- Mise en place de filières industrielles et réappropriation de secteurs stratégiques et de recherche,
- Renforcement des moyens pour la fonction publique et les entreprises publiques, arrêt des privatisations,
- Sécurité Sociale Professionnelle...

Concernant le projet de réforme des retraites, l'annonce de la suppression des « régimes spéciaux » est caractéristique de la non prise en compte de la mobilisation sociale historique de fin 2019 / début 2020. Même s'il est contraint de temporiser son projet de réforme systémique, le gouvernement vise à la poursuite «quoi qu'il en coute » de son projet de réforme des retraites alors même que toutes les organisations syndicales de salarié-e-s comme patronales ont demandé à ne plus mettre cette question dans l'agenda social.

Elément politique surprenant pour quelqu'un qui se dit héritier d'un « gaullisme social », le lien fait entre les questions de la laïcité, la lutte contre l'Islam radical et les violences dans certaines villes et lors de manifestations publiques... la CGT dénonce cet amalgame et ce virage sécuritaire qui va à l'encontre des valeurs républicaines.

Montreuil, le 15 juillet 2020